

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 07/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT**

ZI Bonne nouvelle

Route de Prinquiau

44480 Donges

**Références :** SRNT-2024-0271

**Code AIOT :** 0006308909

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT implanté 9 rue de l'Industrie ZA du Haut Coin 44140 Aigrefeuille-sur-Maine. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la transmission de l'étude de dangers de l'établissement, l'exploitant a transmis une étude portant sur le percement de bouteilles composites lors de leur manutention. Cette étude est prévue par le guide pour la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié) dans les études de dangers édité par l'INERIS sur lequel se base l'étude de dangers de l'exploitant. L'objet de la présente inspection était de vérifier que les conditions d'exploitation de l'entrepôt sont conformes à cette étude afin de reprendre ces dispositions dans un arrêté préfectoral complémentaire et réaliser un document d'information sur les risques industriels à destination de la collectivité.

La prise en compte de cette étude permettra de ne pas considérer certains phénomènes dangereux dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisme.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT
- 9 rue de l'Industrie ZA du Haut Coin 44140 Aigrefeuille-sur-Maine
- Code AIOT : 0006308909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement exploite à Aigrefeuille-sur-Maine un dépôt de bouteilles de gaz inflammables liquéfiés. Ses activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 septembre 2019 et du 11 octobre 2021. L'établissement est classé SEVESO seuil bas.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- **« Faits sans suite administrative »** ;
- **« Faits avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- **« Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »** : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	État des matières stockées – Gestion d'un évènement accidentel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	Demande d'action corrective	30 jours
5	État des matières stockées – Information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Demande d'action corrective	30 jours
6	État des matières stockées – Fréquence de mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	30 jours
9	Contrôle de l'accès	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recensement SEVESO	Code de l'environnement du 03/04/2024, article L.515-32	Sans objet
2	Étude séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	Sans objet
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
7	Règles d'implantation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.1	Sans objet
8	Étude de percement des bouteilles	Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.5	Sans objet
10	Ecoulement accidentel- Constat visite 2022	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection avait pour objet de vérifier la mise en œuvre sur le site des hypothèses de l'étude permettant l'exclusion du risque de percement des bouteilles composites par les fourches d'un chariot élévateur lors de la manutention d'un casier. Suite à la transmission de cette étude, il est proposé de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin d'acter les hypothèses de cette étude et d'exclure les scénarios considérés de la maîtrise de l'urbanisme. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens sera transmis à l'exploitant suite à l'inspection.

Deux autres points sont soulevés dans le présent rapport. L'un concerne la clôture du site et le

second l'amélioration de l'état des stocks disponible lors de la survenue d'une situation accidentelle, ainsi que pour l'information du public.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recensement SEVESO

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/04/2024, article L.515-32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement SEVESO
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. – La présente section s'applique aux installations, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs.  II. – L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.  III – L'information du préfet prévue à l'article L. 513-1 comporte également les informations relatives au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site.
<b>Constats :</b>  Ce point a été vérifié a posteriori de l'inspection. L'exploitant a procédé au recensement SEVESO prévu par l'article L.515-32 et précisé à l'article R.515-86 du code de l'environnement sur l'application dédiée. Les quantités indiquées sont cohérentes avec les données de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'établissement est classé SEVESO seuil bas. <b>Ce point ne fait pas l'objet d'observation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Étude séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude séisme
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent article s'applique : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux installations existantes seuil haut situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E ;</li><li>• aux installations nouvelles seuil haut ;</li><li>• aux installations existantes seuil bas situées en zone de sismicité 4 ou 5 ;</li><li>• aux installations nouvelles seuil bas situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E.</li></ul> Toutefois, il ne s'applique pas à ces installations lorsqu'une étude locale prévue à l'article 14-2 a conduit à des accélérations inférieures à celles correspondant pour une classe de sol donnée, aux zones les plus faibles indiquées aux alinéas précédents. Pour ces installations, le préfet prend acte de l'étude locale prévue à l'article 14-2 remise par l'exploitant.  L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :

- justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;
- présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ;
- présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique.

Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

Ce point a été vérifié a posteriori de l'inspection. L'établissement est classé SEVESO seuil bas et est considéré comme existant au sens de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Les installations à l'origine du risque consistent en des stockages de bouteilles de gaz en casiers. Il ne s'agit pas d'installations fixes disposant de fondations. Les bouteilles sont également stockées en extérieur et non dans un bâtiment. La commune d'Aigrefeuille-sur-Maine est située en zone de sismicité de niveau 3.

Par courriel en date du 29 décembre 2022, l'exploitant fait référence au paragraphe 3.1.2.4. du guide DT106 concernant le cas des récipients mobiles.

Ce guide précise que les récipients mobiles (fûts, GRV, bidons, et autres petits emballages) et les véhicules de transport de produits (camions-citernes, wagons, barges, navires...) ne sont pas considérés comme des équipements et ne relèvent pas de l'arrêté. Leur intégrité ou stabilité au séisme n'est donc pas directement exigée.

Il est cependant indiqué que l'étude de dangers de l'installation devra examiner la pertinence du positionnement des zones de stockages par rapport aux effets domino (effet thermique et/ou de surpression) susceptibles d'être générés sur les installations fixes en cas de séisme (de manière tout au moins qualitative). En l'occurrence le site comporte uniquement un stockage de bouteilles de gaz et n'est pas susceptible d'être soumis à des effets dominos liés à une autre installation classée sur le site.

**Au vu de ces éléments, il n'est pas formulé d'observation quant aux conclusions transmises par l'exploitant dans son courriel en date du 29 décembre 2022.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état des matières stockées sur l'établissement. L'état des stocks de l'exploitant permet de connaître la typologie des matières stockées et les modalités de stockage. <b>Ce point ne fait pas l'objet d'observation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : État des matières stockées – Gestion d'un évènement accidentel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<b>Constats :</b>  Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks de l'établissement. Celui-ci est également destiné, selon l'exploitant, à remplir les objectifs prévus par l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ou

<p>pour répondre à l'information du public.</p> <p>L'état des stocks permet de connaître la typologie des différentes bouteilles de gaz présentes sur le site ainsi que les quantités présentes sur les camions et dans les casiers.</p> <p>Cet état des stocks est toutefois difficilement exploitable (nombreuses lignes, opérations de soustraction et sommation non explicites) et nécessiterait des demandes d'explication en cas de situation accidentelle quant aux différents chiffres indiqués et la lecture du document.</p> <p><b>Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de mettre en évidence de manière simple et concise les informations sur les quantités présentes afin que ces données soient directement exploitables sans qu'il soit nécessaire de réaliser une demande d'explication en cas d'incident, ou d'accident.</b></p> <p>Seules des matières dangereuses « gaz inflammables » sont présentes sur le site. Selon l'article 50-1, il est nécessaire que l'état des stocks destiné à la gestion d'un événement accidentel fasse apparaître les différentes familles de mentions de dangers. <b>Il est demandé à l'exploitant faire apparaître la mention de dangers des produits présents sur le site.</b></p> <p><b>Prévoir d'adjoindre un plan à l'état des stocks sur la localisation des différents stockages afin qu'il puisse être transmis à l'ensemble des services par voie électronique, y compris ceux qui ne seraient pas présents sur le site.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : État des matières stockées – Information de la population

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks destinés à répondre au besoin d'information de la population doit être le plus simple possible. Il peut être commun à l'état des stocks destiné à la gestion d'un événement accidentel. Dans le cas présent, seul l'état des stocks global permettrait cette information.</p> <p>Comme indiqué précédemment, celui-ci comporte trop d'informations et nécessiterait une demande d'information afin de permettre une communication précise à destination de la population. <b>Il est demandé à l'exploitant de simplifier son état des stocks afin de le rendre directement exploitable par les services de l'administration sans nécessité de consulter l'exploitant.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : État des matières stockées – Fréquence de mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence de mise à jour de l'état des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks présenté par l'exploitant est mis à jour de façon quotidienne.</p> <p>Celui-ci est accessible depuis l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Le plan des stockages est présent sur le site.</p> <p><b>Il sera nécessaire d'y adjoindre un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état et de le rendre accessible à distance dans les mêmes conditions que l'état des stocks.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours



**N° 7 : Règles d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivantes :</p> <p>Aire de stockage – Largeur (m) – Longueur (m) – Hauteur (m)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ilot 1 (métalliques pleines) – 11 m – 11 m – 4,5 m</li><li>• Ilot 2 (métalliques pleines + tri métalliques) – 11 m – 11 m – 4,5 m</li><li>• Ilot 3 (composites) – 8 m – 3 m – 3 m</li><li>• Ilot 4 (métalliques vides) – 11 m – 5 m – 4,5 m</li></ul> <p>Chacune des aires de stockage susvisées sont distantes au moins de 10 m.</p> <p>Le site dispose d'une aire de stationnement temporaire dédiée au chargement/déchargement.</p> <p>Une autre aire de stationnement d'une capacité de sept camions conditionnés de distribution et d'approvisionnement est présente sur le site (largeur : 17,3 m – longueur : 28 m).</p> <p>L'aire de stationnement est séparée des aires de stockage susvisées par une distance d'au moins 10 m.</p> <p>Les aires de stockage et les aires de stationnement sont délimitées et matérialisées au sol.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas modifié les conditions d'implantation depuis la précédente inspection.</p> <p>Ce point ne fait pas l'objet d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Étude de percement des bouteilles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques – Étude percement bouteilles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse au préfet, dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique de réduction du risque de percement de bouteilles en matériau composite.  Cette étude précise notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures à mettre en œuvre pour exclure le scénario de percement des RAPT en matériau composite, lors des opérations de manutention (chariot à fourches rétractables ou fourche anti-percement ou tout autre dispositif équivalent) ;</li><li>• ou les mesures à prendre afin que le scénario de percement des RAPT en matériau composite, lors des opérations de manutention, n'engendre pas de phénomènes dangereux ayant des conséquences en dehors de l'établissement.</li></ul> Le cas échéant, elle intègre une proposition d'échéancier de mise en place des mesures précitées.
<b>Constats :</b>  Par courriel en date du 12 juillet 2022, l'exploitant a transmis l'étude sur le percement des bouteilles composites de gaz prévue par le guide INERIS pour la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études de dangers sur lequel était basé son étude de dangers. Cette étude est spécifique des bouteilles de gaz en matériaux composites présentes sur le site et conclut à l'absence de risque de percement lors d'un choc avec les fourches d'un chariot élévateur.  <b>Les éléments sont détaillés en annexe confidentielle. Il est proposé de modifier les dispositions opposables à l'exploitant par un arrêté préfectoral complémentaire afin de tenir compte de cette étude.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes non habilités par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).</p> <p>L'accès aux récipients à pression transportables est rendu inaccessible, a minima, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une clôture grillagée d'au moins 1,80 mètres de hauteur, assortie d'un dispositif anti-intrusion de type concertina au sol, ou,</li> <li>• par un mur d'au moins 2,30 mètres de hauteur accompagné d'un dispositif anti-intrusion sur son dessus (type pique).</li> </ul> <p>Les accès à la clôture ou de mur sont verrouillables et répondent à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• hauteur minimale de 1,80 mètres, assortie du dispositif anti-intrusion de type concertina au sol ;</li> <li>• hauteur minimale de 2,30 mètres, accompagné sur le dessus d'un dispositif de lutte contre l'intrusion (piques...) ;</li> <li>• hauteur minimale de 2,50 mètres sans dispositif de lutte contre l'intrusion.</li> </ul> <p>L'exploitant définit et met en œuvre une procédure d'inspection des véhicules de transport de matières dangereuse à l'entrée du site, lui permettant de s'assurer que les conducteurs inspectent l'état de leur véhicule avant d'accéder à l'installation. Elle précise, qu'en cas d'anomalie (par exemple détection de chauffe anormale des essieux sur les véhicules équipés de témoins de chauffe) l'accès à l'installation n'est autorisé qu'après mise en œuvre d'actions correctives et autorisation formalisée de l'exploitant. Le conducteur actionne le coupe-batterie de son véhicule, s'il en est équipé, durant le stationnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>La précédente inspection avait mis en avant des problématiques quant à la clôture du site.</b></p> <p><b>Ce point est détaillé dans la partie confidentielle.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs d'obturation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site l'écoulement accidentel de gaz liquéfié. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constataste :</b>  Lors de la précédente inspection, il avait été demandé de positionner des tapis obturateurs à côté des deux regards pour mise en œuvre rapide et d'afficher le protocole et en faire une information du personnel. Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence des deux tapis obturateurs et une information à proximité de ceux-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite